

## "Danemark, Grèce, Royaume-Uni et Suède: le point sur l'état de préparation des «pré-ins»" dans InfEuro (1998)

**Légende:** Parmi les quinze États membres de l'Union européenne, seul onze feront leur entrée dans la zone euro le 1er janvier 1999. La Grèce, le Royaume-Uni, le Danemark et la Suède, pour des motifs divers, ne participeront donc pas à la troisième phase de l'UEM.

**Source:** InfEuro. Lettre d'information de la Commission européenne. 1998, n° 11. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes. ISSN 1027-9326.

**Copyright:** (c) Union européenne, 1995-2012

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"danemark\\_grece\\_royaume\\_uni\\_et\\_suede\\_le\\_point\\_sur\\_l\\_etat\\_de\\_preparation\\_des\\_pre\\_ins"\\_d\\_ans\\_inf\\_uro\\_1998-fr-c5758f99-4c2e-422f-b4e5-eb7b0365f37a.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 01/10/2012

## Danemark, Grèce, Royaume-Uni et Suède : le point sur l'état de préparation des « pré-ins »

Onze États membres de l'Union européenne ont été autorisés le 2 mai dernier à participer au démarrage de la troisième phase de l'Union économique et monétaire dès le 1er janvier 1999. Le Royaume-Uni, le Danemark, la Suède et la Grèce ne rejoindront pas, quant à eux, la zone euro à cette date. Ils pourront néanmoins le faire ultérieurement, s'ils satisfont aux critères de convergence. La décision d'admission sera alors prise formellement par le Conseil européen, sur proposition de la Commission. Mais, bien que non membres de l'UEM, ces États se sont d'ores et déjà préparés à côtoyer une zone monétaire majeure, dont le poids économique sera comparable à celui des États-Unis.

Le gouvernement grec a présenté un programme de convergence couvrant la période 1998-2001, dont l'objectif principal est précisément le respect des conditions permettant de participer pleinement à l'euro à partir de 2001. La Commission européenne a évalué ce programme à la fin du mois de septembre, dans le cadre des nouvelles procédures instaurées par le pacte de stabilité et de croissance pour la surveillance des politiques économiques et budgétaires des pays qui ne participeront pas à la zone euro le 1er janvier 1999. Ce programme est globalement conforme aux exigences du pacte de stabilité et de croissance ; il réitère l'engagement du gouvernement grec à mettre en oeuvre la totalité des mesures budgétaires et des réformes structurelles annoncées lors de l'entrée de la drachme dans le mécanisme de change européen, le 16 mars 1998. La Commission a notamment précisé que l'exercice budgétaire semble se dérouler comme prévu et que les autorités grecques ont annoncé de nouveaux objectifs budgétaires, plus ambitieux, pour 1999 (déficit de 1,7 % du PIB au lieu de 2,1 %). Au sommet des ministres des Finances, à Vienne en septembre, la Grèce s'est également placée pour participer au SME-bis (système monétaire européen) à partir de janvier 1999. La drachme grecque pourra fluctuer dans une marge de 15 % de part et d'autre de son taux par rapport à l'euro. Le gouvernement grec a par ailleurs finalisé cet été son plan d'adaptation législative, administrative et réglementaire.

Le Royaume-Uni a, quant à lui, notifié au Conseil qu'il n'avait pas l'intention de passer à la troisième phase de l'UEM le 1er janvier 1999, tout en étant d'accord sur le principe de rejoindre ultérieurement la zone euro. Dans l'immédiat, la livre sterling flottera librement par rapport à l'euro. Une demande d'adhésion, suivie d'un référendum, pourrait intervenir dès la prochaine législature, qui démarrera au plus tard au printemps 2002. Les préparatifs vont cependant déjà bon train au Royaume-Uni où un « plan de basculement » national devrait voir le jour dès la fin de 1998. Des groupes de travail, représentant tous les secteurs économiques et les administrations publiques, ont été constitués. L'« équipe euro » constituée au sein du Trésor britannique est la plus nombreuse des quinze États membres. Des campagnes de sensibilisation sont menées pour familiariser à l'euro les citoyens et les agents économiques. La communauté financière britannique est, quant à elle, déjà fin prête : dans la City, par exemple, la Bourse de Londres a conclu avec la Bourse de Francfort un accord (ouvert à d'autres places financières européennes) pour traiter en euro les cours des grandes valeurs européennes.

Le Danemark a également notifié qu'il ne participerait pas à la troisième phase de l'UEM au 1er janvier. Il conserve donc toutes ses compétences dans le domaine de la politique monétaire. Au milieu du mois de septembre, des attaques spéculatives contre la couronne danoise ont conduit la Banque centrale à décider une hausse des taux d'intérêt, alors que dans la zone euro, en revanche, les taux d'intérêt convergent vers le bas. La ministre danoise de l'Économie et des Finances, Marianne Jelved, a souligné que ces pressions spéculatives étaient liées à la non-participation de son pays au lancement de l'euro. Le gouvernement danois s'est cependant réservé une porte d'entrée: la couronne danoise participera au SME-bis, avec des marges de fluctuation étroites de 2,25 %. Les agents économiques danois se préparent de leur côté à traiter certaines opérations en euro. La Bourse de Copenhague a proposé, par exemple, l'introduction et la transaction d'obligations en euro le 4 janvier prochain. La Bourse proposera également, au deuxième trimestre 1999, à l'occasion du passage à un nouveau système de transactions, le SAX 2000, une cotation des actions en euro.

La Suède ne participera pas davantage à l'euro au 1er janvier 1999. A l'instar du Royaume-Uni, elle ne participera pas non plus au SME-bis. Les résultats du scrutin législatif du mois de septembre dernier n'ont pas dégagé de majorité politique au sein du Rikstag qui soit ouvertement en faveur d'une entrée à court

terme de la Suède au sein de la zone euro. En l'attente d'une décision politique en ce sens, alors que les indicateurs économiques du pays témoignent, notamment, d'un faible taux d'inflation et d'un déficit public maîtrisé, les entreprises suédoises ne sont pas restées inactives. Une société multinationale telle que Ericsson par exemple, dont l'Europe constitue le principal marché en dehors de la Suède, a intégré depuis longtemps l'euro, dans la définition de sa stratégie... afin de pouvoir en exploiter toutes les opportunités. De ce point de vue, elle n'est évidemment pas isolée.